



Sud

Sud Auto Peugeot Citroën
Sud Bosch
Sud FagorBrandt
Sud Fenwick-Linde
Sud Industrie Basse Normandie
Sud Industrie 35
Sud Métaux 27
Sud Métaux 33
Sud NCR
Sud Renault

Journal de l'union syndicale Solidaires Industrie
93 bis rue de Montreuil – 75011 Paris

N° 4 – Mai 2007
solidaires-industrie.org

Au boulot !

Les élections sont passées, le candidat que nous avons dénoncé comme le plus populiste a été élu largement par les Français. Son hymne au boulot et à la valeur travail nous concerne directement, nous allons le voir très bientôt avec la question des heures supplémentaires, le « contrat unique », les attaques contre le droit de grève et la guerre renouvelée aux chômeurs.

Notre boulot à nous, syndicalistes, va être de s'opposer aux nuisances de son programme sur notre vie quotidienne. Nous avons du pain sur la planche...

Comment ont voté les ouvriers ?

Si tant est qu'on puisse se fier aux sondages, c'est la catégorie sociale qui a voté le plus pour la candidate PS au second tour (59 % contre 41 % à Sarkozy). Au premier tour les votes ouvriers étaient équilibrés entre Sarkozy et Royal (31 % pour chaque), puis venait Le Pen (17 %), Bayrou (5 %) et enfin l'ensemble de la gauche antilibérale qui faisait chez les ouvriers le même score que sur l'ensemble de la population française (autour de 10 %). Au vu de ces résultats (issus de sondages « à la sortie des urnes » Sofres pour le second tour et Ipsos pour le premier), on pourrait s'étonner d'un fort pourcentage de votes ouvriers à droite. Dans la période de crise, de restructuration de l'industrie, de délocalisations que nous connaissons, le sentiment d'insécurité est fort chez les ouvriers qui peuvent être tentés par les discours populistes.

Ce n'est pas nouveau ! Il y a toujours eu une fraction de la classe ouvrière qui votait à droite. Même en 1978 (législatives), quand le sentiment d'appartenance de classe était fort, il n'y avait que 70 % de votes ouvriers pour la gauche contre 53 % de moyenne nationale. En

2002, avec l'approfondissement de la crise, ces votes s'étaient alignés sur la moyenne nationale (43 %).

Ce qui est nouveau c'est la part d'abstention du vote ouvrier qui a régressé considérablement. En 1995, 20 % des ouvriers inscrits s'abstenaient ; ils étaient 31 % en 2002. Le plus fort « vote » ouvrier était donc l'abstention et non le vote Le Pen comme des observateurs peu scrupuleux l'ont affirmé durant des années. Les ouvriers sont soumis davantage que les autres catégories sociales aux conditions de travail difficiles, au travail posté, aux maladies professionnelles, à une espérance de vie plus courte, aux délocalisations... En plus, selon les journalistes, les politologues « savants », ils votaient à l'extrême droite, ils étaient fachos ! La dernière élection a contredit ces analyses : les ouvriers se sont peu abstenus (15 % comme la moyenne nationale) et au second tour ce sont eux qui ont le plus voté pour la gauche – ou plus probablement contre Sarkozy !

Les résultats sont ce qu'ils sont, nous n'avons ici entretenu aucune illusion sur aucun candidat. Respectant l'autonomie syndicale nous avons refusé toute consigne de vote. Mais notre travail de syndicaliste est de prendre au sérieux les menaces proférées, il y a encore peu de temps, par le nouveau président. Les préoccupations ouvrières portent d'abord sur le chômage et le pouvoir d'achat. La liste est longue des coups bas probables qui nous attendent sur ces questions.

Avant comme après les élections, une nécessité : se mobiliser !

Ceci n'est pas nouveau, les élections n'y changent rien, seul le rapport de forces impressionne le patronat. Nous ne comptons que sur nos luttes...

Les ouvriers de PSA se sont invités dans la campagne électorale...

Le 28 février 2007, 400 à 500 ouvriers du montage de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (93) arrêtaient le travail pour six semaines. La lutte faisait suite à une négociation annuelle qui apportait 1,6 % d'augmentation soit entre 20 et 26 euros mensuels ce qui était ridicule pour des salaires moyens proches du SMIC pour les ouvriers de production. Peu de temps après, au ferrage, des ouvriers d'un sous traitant qui travaillaient sur site (à côté d'ouvriers à statut PSA qui faisaient le même boulot, sur les mêmes machines, mais pas aux mêmes salaires !) obtenaient très rapidement 100 euros d'augmentation uniforme. Immédiatement, les ouvriers Citroën l'apprenant décidaient de débrayer à leur tour. Leurs revendications généralistes demandaient une rallonge de 300 €, pas de salaires à moins de 1 500 € nets, l'embauche des intérimaires et la préretraite pour les salariés de plus de 55 ans. Un comité de grève était alors mis en place avec le soutien de la CGT, SUD, mais aussi des syndicats plus faibles numériquement (CFDT, CFTC, UNSA). Le syndicat patronal SIA (ex CFT-CSL) bien sûr dénonçait la grève comme manipulée par les politiques...

Dès le début le besoin d'élargir à de nouveaux grévistes (l'usine d'Aulnay rassemble 5 000 salariés) a été la préoccupation du comité de grève. Les usines de Sochaux, Poissy, Saint-Ouen, Mulhouse, Rennes et Charleville ont été appelées au soutien ; des ouvriers d'Aulnay s'y sont déplacés... mais la grève n'a pu s'étendre. La popularisation était aussi au cœur des actions menées : auprès des habitants des communes du 93, des autres entreprises (en grève ou non) et en période de campagne électorale, l'appel aux candidats présidentiables. La plupart des représentants de gauche ou/et anti-libéraux sont venus à l'usine : A. Laguillier, O. Besancenot, M.G. Buffet, J. Bové et S. Royal. Tous ont été accueillis chaleureusement et ont apporté leur soutien aux grévistes. Deux meetings rassemblant les entreprises du 93 avec la participation d'Annick Coupé (SUD/Solidaires) et de B. Thibault ont aussi été tenus apportant un soutien solidaire et économique par les collectes effectuées.

Malgré cette activité importante, au bout de six semaines, la situation devenait difficile pour des ouvriers chargés de famille, alors que PSA refusait toute négociation jusqu'au bout. Un protocole d'accord a toutefois mis fin au conflit : les revendications essentielles n'ont pas été satisfaites, cependant les grévistes ont obtenu une baisse de 50 % du prix du transport privé (cars de ramassage), une prime dite de « cohésion sociale » (!) de 125 €, une baisse du prix de la cantine à 2 € le repas. Si l'embauche des intérimaires a été impossible des améliorations de leur fiche de paie ont été obtenues (permettant de davantage contrôler les irrégularités des différents marchands de travail). Les salariés de plus de 55 ans seront affectés à des postes moins pénibles, il n'y aura aucune sanction disciplinaire, six jours de grève seront payés et les jours perdus largement échelonnés jusqu'en septembre. Les camarades de SUD Auto (seconde organisation syndicale derrière la CGT majoritaire) refusaient de signer la seconde partie de l'accord qui stipulait la récupération de onze samedis travaillés pour compenser la production perdue par Citroën. La reprise du travail était effective le 10 avril et les grévistes tenaient un gala de solidarité à Bobigny le 14 du même mois.

Au final, cette grève offensive n'a pu déboucher totalement ; pour autant le moral des grévistes rentrés dans l'unité n'a pas été atteint. La solidarité financière a été importante puisque chaque gréviste a reçu autour de 450 €. Des améliorations économiques et de conditions de travail ont été obtenues malgré l'intransigeance des patrons. La dignité des ouvriers a été la plus importante dans une usine qui, encore récemment, était restée depuis 1982 (sous l'impulsion du SIA) sans avoir pu faire grève pendant 26 ans.

Et puis, même si les revendications principales n'ont pas été obtenues, il reste toujours vrai qu'une grève n'est jamais un échec, elle réunit les ouvriers, leur donne confiance dans leur force, et... elle est toujours une répétition générale pour la prochaine !

Contre la précarité, chez Renault Trucks, il faut ouvrir l'embauche en CDI aux intérimaires !

Dans cette grande unité de Basse Normandie, l'usine est en sous-effectif en CDI, les embauches ne compensent pas les départs. De ce fait le niveau d'intérimaires est supérieur de 30 % à l'effectif Renault Trucks. SUD dénonce le recours abusif à l'intérim quand, en plus les tests d'embauche portent atteinte à

l'intégrité et à la dignité. Nous publions ici la lettre que nous a envoyé un intérimaire :

« Caen, le 9 mars 2007

Je vous écris aujourd'hui, en espérant que vous serez en mesure de m'aider.

Comme vous pouvez le voir sur mon CV, j'ai travaillé pour de grandes entreprises notamment Renault Trucks pendant 16 mois. Un travail que j'ai bien aimé et d'après le rapport que l'on a rempli à la fin de mon contrat, ils ont apprécié mon travail ; mais m'ont répondu qu'ils ne pouvaient pas m'embaucher, car ils ne recrutent personne en ce moment (argument que je comprenais).

Pourtant, aujourd'hui, ils déclarent à la presse et à la télé qu'ils vont embaucher 300 personnes sur 2 ans. Je me suis permis de leur envoyer ma candidature et une réponse négative m'est revenue.

Ils passent des annonces d'offres d'emplois à l'ANPE, qui stipulent qu'ils recherchent des personnes ayant un diplôme dans l'industrie ou une expérience de 6 mois dans ce domaine, 2 critères que je possède, donc je postule pour ce travail, l'ANPE m'oriente vers une agence d'intérim qui me répond qu'ils ne peuvent pas prendre ma candidature en compte, car j'ai déjà travaillé pour Renault Trucks.

Je ne comprends pas cette réponse et aujourd'hui, j'ai vraiment l'impression de m'être fait exploiter, car lorsqu'ils avaient besoin de moi, j'ai toujours été volontaire et maintenant c'est moi qui ai besoin d'eux, car je ne trouve plus de travail, ils rejettent ma candidature. [...] »

Pour gagner l'embauche en CDI, les intérimaires doivent aussi s'organiser et se mobiliser avec les salariés de Renault Trucks. Les moyens d'actions à disposition des intérimaires existent : le recours abusif peut être constaté par l'inspection du travail. Le tribunal des Prud'hommes de Caen peut être saisi pour une demande de requalification de contrat en CDI. Cela fonctionne ! Un intérimaire de Renault Trucks Blainville défendu par l'avocat de SUD a obtenu en mai 2006 une indemnité transactionnelle de 4 500 €.

La direction qui veut ses cabines et ses camions doit comprendre qu'à force de tirer sur les précaires et les CDI la rupture est proche.

**Halte au Stress ! Halte à la répression !
Embauche des intérimaires ! Non à la précarité !**

Ras le bol chez Renault Maubeuge... des discriminations syndicales, salariales, de coefficients, mais aussi sexuelles entre les ouvriers et les ouvrières.

La direction de Renault MCA anticipe le remaniement du code du travail avant le Medef ! Un délégué SUD, fondateur de notre syndicat, a été mis à pied de manière conservatoire parce qu'il réclamait un aménagement de son poste de travail pour raisons médicales. Il a fait jouer son droit de retrait pour préserver sa santé alors qu'il souffre de douleurs articulaires, que ses bilans de santé sont connus de la direction, que cette dernière doit lui proposer une place moins dure que celle qu'il occupe au montage de la Kangoo depuis des années. Salarié de Renault MCA depuis 32 ans, sa demande n'était pourtant pas inconsidérée. Il a fallu subir cette mise à pied, et seule la large mobilisation des personnels Renault (dont une délégation de Renault Guyancourt) et des syndicats SUD de la région, ainsi qu'une solidarité matérielle de l'ensemble de ses collègues, pour faire céder la direction de Renault jusqu'à ce qu'elle admette que notre camarade devait travailler sur un autre poste et qu'il soit réintégré dans les effectifs.

Plus largement, SUD Renault Maubeuge constate que les procédures de sanctions engagées contre des salariés de MCA (et elles sont légion !) visent majoritairement des syndicalistes ou des grévistes.

Discrimination et répression sont sœurs jumelles : récemment trois salariés se sont vus convoqués auprès de la hiérarchie pour les impliquer dans un chantier de productivité (appelé « kaizen ») instauré par l'entreprise. Après plusieurs refus d'adhérer à ce chantier qui doit être volontaire, les trois salariés se sont vus menacer d'être dégradé à des postes inférieurs à la fonction qu'ils occupent.

Discrimination encore... Elle concerne les écarts de salaires entre ouvriers et ouvrières, entre hommes et femmes de l'entreprise. L'étude récente du dernier bilan social montre clairement les écarts de salaires. On trouve une ouvrière qui est depuis 20 ans au même coefficient. Par ailleurs, hors bilan social, les pressions exercées auprès des salarié-e-s sont plus intenses du côté de la population féminine.

Le slogan commercial de Renault est « *RENAULT, à vous d'inventer la vie qui va avec !* ». Renault se préoccupe-t-il de la vie de celles et ceux qui fabriquent ses voitures ?

Nos camarades répondent clairement par la négative : le stress, les conditions de travail, les discriminations, la répression, les cadences, les brimades, les salaires, la vie de famille, les samedis à gogo, les dépressions, les suicides, **ça ne peut plus durer !**

Grève de 3 jours et amertume chez NCR France

La grève a débuté dans notre unité de production d'Amboise, sur un site qui traditionnellement ne fait pas grève. C'est dire si le ras-le-bol était grand. Elle a été déclenchée par un seul syndicat, à la surprise générale, et dans une certaine confusion : pas d'entente intersyndicale ; appel tardif, ce qui fait que beaucoup de collègues l'ont appris plusieurs heures après son déclenchement ; pas ou peu d'infos venant des organisations syndicales pendant la durée de la grève, sachant que beaucoup de collègues nomades sont isolés en province ; inventaire à la Prévert allant jusqu'à des revendications de moindre importance touchant peu de gens.

Résultat : jusqu'à quatre jours de salaire perdus pour beaucoup et aucun résultat au niveau des

revendications légitimes de nos collègues tant au niveau salarial que des conditions de travail.

La Direction est restée intransigeante mais a eu beau jeu devant des syndicats dispersés. De L'UGICT-CGT qui a voulu jouer cavalier seul, pensant sans doute faire porter la faute aux autres syndicats en cas d'échec, à la CFDT qui est allé jusqu'à casser la grève dans certains secteurs très mobilisés. SUD n'a bien évidemment été ni consulté ni informé. Nous avons pu, malgré le blocage de la messagerie par la Direction, faire passer un message de soutien à nos collègues en grève. Pour que cela change et éviter les effets pervers de ces querelles de clochers ou de conflits de personnes, SUD s'attachera à développer un syndicalisme de lutte, de revendication et de défense des salariés au sein de NCR France.

Retraites : à nouveau en baisse ?

Il y a quatre ans, sous le gouvernement Chirac-Raffarin, François Fillon, alors ministre des affaires sociales, augmentait, avec l'aval de la CFDT, le nombre d'années de cotisations en baissant dans le même temps le montant des pensions de retraite. Le gouvernement avait pris un « rendez-vous » avant fin 2008 afin de mettre en place un nouvel allongement d'une année supplémentaire (41 ans de cotisations). Cette dernière serait étalée entre 2009 et 2012 à raison d'un trimestre par an...

Par ailleurs, le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) reconnaît que le déficit de 2006 s'explique en partie par des rentrées financières insuffisantes dues « *pour l'essentiel à une évolution de la masse salariale moins favorable que prévue* »... Et pour cause, la France est devenue un pays de bas salaires : la moitié des salariés travaillant à plein temps touchent moins de 1 500 euros net par mois ! Sans parler de tous ceux qui, contraints au travail partiel, touchent des salaires en dessous du salaire minimum. Cela représente autant de cotisations en moins. Quand on sait que la part des salaires dans le revenu national a baissé de 10 points en dix ans (celle revenant à la rétribution du capital a augmenté d'autant), on mesure le « trou » que cela entraîne dans les comptes...

Sous prétexte de traquer les inégalités, le COR préconise d'écarter tout départ anticipé (même en cas de travail pénible). Pour lui, ce qu'il faut c'est améliorer les conditions de travail. Certes, mais aujourd'hui, l'espérance de vie à partir de 60 ans d'un ouvrier est inférieure de 5 ans à celle d'un cadre !

Dans le même temps, on nous fait croire que l'embauche des salariés de plus de 50 ans sera encouragée. C'est une pure illusion et les nouvelles mesures qui se préparent aggraveront la situation pour les salariés : le recul de l'âge de la retraite et le risque élevé de chômage pour les salariés plus âgés, conduiront à la précarisation de cette partie du salariat.

Recul de l'âge de la retraite = moins d'embauche pour les jeunes

Nous affirmons que le financement des retraites ne serait pas déficitaire si les jeunes entraient massivement dans les entreprises. Rappelons que parmi les moins de 25 ans les titulaires d'un emploi stable (CDI) sont tombés à 55 % en 2002 contre 70 % en 1997, d'où le problème pour financer les retraites.

Moins d'embauches de jeunes = moins d'argent dans les caisses

De plus le gouvernement a exonéré en 2006 le patronat de 20 milliards d'euros de cotisations sociales, dont 17 milliards sans contrepartie pour l'emploi ! Ainsi, en un an, le gouvernement a gaspillé l'équivalent de 5 années de déficit de la branche retraite de la sécurité sociale !

Plus d'exonérations de cotisations = plus de déficit des régimes sociaux

Le problème n'est donc pas comptable mais social !

**Ce n'est que par nos luttes
que nous pourrons défendre et renforcer
la solidarité entre générations !**